

*Pétitions*

## LA DÉSIGNATION D'UN ARBITRE—LA CONCLUSION D'UNE ENTENTE AVEC FRED TURNER

**M. Les Benjamin (Regina-Ouest):** Monsieur le Président, j'ai à présenter une autre pétition qui, j'en suis sûr, recueillera l'appui renouvelé du député des Territoires du Nord-Ouest. Elle porte sur la faillite de Fred Turner, de Turnair, et sur la décision de la CCT d'annuler sa licence d'exploitation d'une ligne aérienne en 1983.

Les pétitionnaires prient humblement la Chambre de nommer un arbitre indépendant afin d'étudier les détails de cette affaire, ainsi que de passer en revue et de négocier l'offre faite par le gouvernement fédéral à Fred Turner afin d'en arriver à une entente équitable qui reflète mieux la véritable nature des pertes subies par M. Turner.

[Français]

## OPPOSITION AU RÉTABLISSEMENT DE LA PEINE DE MORT

**M. Alan Redway (York-Est):** Monsieur le Président, j'ai l'honneur de présenter une pétition des paroissiens de Saint-Louis-de-France, située dans ma circonscription, concernant leur opposition au rétablissement de la peine de mort. Ils croient que le droit à la vie est un principe sacré et que Dieu seul a le droit d'enlever la vie, qu'un peuple civilisé ne peut sanctionner la vengeance et qu'une erreur judiciaire peut sceller irrémédiablement le sort d'un innocent.

**M. le Président:** Je remercie l'honorable député.

[Traduction]

## ON DEMANDE UNE ENQUÊTE SUR L'UTILISATION DES PESTICIDES CHIMIQUES

**M. Nelson A. Riis (Kamloops—Shuswap):** Monsieur le Président, j'ai l'honneur de présenter une pétition au nom d'un certain nombre de citoyens de Kaslo, Silverton et Nelson, en Colombie-Britannique, ainsi que de résidents de l'Ontario, qui désirent signaler à la Chambre des communes qu'il est prouvé que de plus en plus de produits chimiques utilisés comme herbicides et insecticides sont dangereux pour la santé humaine. Les pétitionnaires énumèrent toute une liste de dangers, que je ne répéterai pas ici puisque nous aurons l'occasion d'étudier cette question plus tard.

Les pétitionnaires demandent à la Chambre des communes d'ordonner une enquête publique complète sur l'innocuité des pesticides, ainsi que sur les essais, les procédures d'enregistrement et la réglementation dont leur utilisation fait l'objet; ils suggèrent aussi que nous étudions de nouveaux moyens de lutter contre les parasites, par exemple la répression biologique et les pesticides dérivés de plantes.

## APPUI AU RÉTABLISSEMENT DE LA PEINE CAPITALE

**M. Fred McCain (Carleton—Charlotte):** Monsieur le Président, j'ai l'honneur de présenter environ 65 pétitions venant de citoyens d'un peu partout au Canada, qui font valoir humblement qu'il serait dans l'intérêt de la société que la motion sur la peine capitale soit adoptée et que le Parlement étudie la question.

## OPPOSITION AU PROJET DE MODIFICATION DE LA LOI SUR LES BREVETS

**M. Rod Murphy (Churchill):** Monsieur le Président, j'ai également un certain nombre de pétitions à présenter. Afin de

gagner du temps, je me contenterai de déposer ces seize pétitions et d'énumérer les villes d'où elles viennent: Elliot Lake (Ontario); Blind River (Ontario); Moncton (Nouveau-Brunswick); Riverview (Nouveau-Brunswick); Hillsborough (Nouveau-Brunswick); Thunder Bay (Ontario); Fort St. John (Colombie-Britannique); Dawson Creek (Colombie-Britannique); Vancouver (Colombie-Britannique); Toronto (Ontario); Scarborough (Ontario); New Glasgow, Pictou, Trenton et Stellarton (Nouvelle-Écosse); Mississauga, Niagara Falls, St. Catherines, Sudbury et London (Ontario); St. Thomas, Kitchener, Huron Park, Aylmer, Keewatin, Windsor, Tecumseh, Elgin et Nipigon (Ontario); et Fredericton (Nouveau-Brunswick).

Dans ces pétitions, des centaines de Canadiens expriment leur inquiétude au sujet du projet de loi C-22, que le gouvernement a l'intention de faire adopter. Ces citoyens estiment que cette mesure législative léserait les Canadiens qui doivent, pour des raisons de santé, acheter régulièrement des médicaments sur ordonnance. Les pétitionnaires jugent aussi que la proposition du gouvernement fédéral ferait augmenter les coûts des régimes d'assurance-médicaments des gouvernements provinciaux. Ils affirment en outre que cette décision montre encore une fois que le gouvernement canadien ne cesse de faire des concessions aux États-Unis, dans le cadre des négociations sur le libre-échange, aux dépens de l'ensemble des Canadiens.

## OPPOSITION À LA PARTICIPATION OU À L'APPUI DU CANADA À L'IDS

**M. Dan Heap (Spadina):** Monsieur le Président, j'ai l'honneur et le devoir de présenter une pétition comprenant environ 8 978 signatures de citoyens de tout le Canada. Conformément aux nouvelles règles à ce sujet, cette pétition est brève, ce qui est fort louable.

A l'honorable Chambre des communes réunie en Parlement: étant donné que l'Initiative de défense stratégique des États-Unis, connue sous le nom de «guerre des étoiles», constitue une escalade dangereuse dans la course aux armements nucléaires et que plus de cinquante scientifiques lauréats du prix Nobel l'ont condamnée parce qu'elle serait désastreuse sur le plan économique et pourrait être source de déstabilisation stratégique, les pétitionnaires soussignés prient humblement le Parlement de garantir fermement qu'il n'y aura ni essai, ni mise au point, ni fabrication, ni déploiement de systèmes de l'IDS ou d'éléments de ces systèmes au Canada; ils demandent aussi que le Canada cesse d'appuyer l'IDS et recherche activement des solutions de remplacement à cette initiative, notamment le renforcement du traité de 1972 sur les missiles anti-missiles balistiques, la création d'une agence internationale de surveillance des satellites et l'interdiction de tous les essais d'armes nucléaires.

## APPUI AU RÉTABLISSEMENT DE LA PEINE CAPITALE

**M. Jim Caldwell (Essex—Kent):** Monsieur le Président, j'ai le plaisir de présenter au nom de citoyens de l'Ontario et d'ailleurs au pays une pétition de 2 000 signatures demandant au Parlement d'adopter une motion permettant le rétablissement de la peine capitale. Ces signatures, dont le nombre total dépasse maintenant 24 000, représentent la volonté bien arrêtée du peuple canadien sur cette question importante.